

Au-delà du naufrage et du mirage : organiser les jeunes dans leurs réalités sociales

Benjamin Vanreenterghem - Section Dunkerque-Littoral – Fédération du Nord

Les débats récents autour de la jeunesse dans les colonnes de *Communisme & Matérialisme* témoignent d'une interrogation profonde de notre organisation sur son rapport aux nouvelles générations militantes, à leur rôle et aux formes de leur engagement.

L'article d'Émile Heynemann, publié le 16 février 2026, développe une critique matérialiste de la notion de jeunesse, en rappelant qu'elle ne constitue ni une classe sociale, ni un sujet politique homogène. Il met en garde contre les usages idéologiques de cette catégorie, souvent mobilisée comme un mot d'ordre abstrait au détriment de l'analyse des rapports de production. Cette critique le conduit à interroger frontalement l'existence même d'une organisation de jeunesse comme le Mouvement des jeunes communistes de France, en soulignant ses limites politiques, son fonctionnement interne et les contradictions qu'elle peut révéler au sein du Parti.

En réponse, l'article d'Ander Courtier, publié le 18 février 2026, tout en partageant le refus d'une vision idéaliste de la jeunesse, défend la nécessité stratégique d'une organisation communiste de jeunesse. Il rappelle que celle-ci ne repose pas sur une prétendue homogénéité sociale des jeunes, mais sur des réalités concrètes : l'entrée spécifique dans l'engagement militant, les besoins de formation politique et les conditions particulières de socialisation. Il affirme ainsi le rôle irremplaçable du MJCF dans la formation des militants, le renouvellement des cadres et la vitalité du Parti.

C'est à la suite de ces deux articles, et des interrogations qu'ils ont suscitées, qu'est venue l'idée de formuler cette contribution. Leur confrontation ne se limite pas à un désaccord ponctuel : elle met en lumière une tension plus profonde, qui traverse l'histoire du mouvement communiste lui-même.

Ce débat ne peut être réduit à une opposition simple entre critique et défense du MJCF. Il pose une question stratégique essentielle : comment articuler une analyse rigoureusement matérialiste des classes sociales avec la nécessité d'organiser politiquement des segments spécifiques de la population, dont la jeunesse ?

Car si la jeunesse ne constitue pas un sujet révolutionnaire en soi, elle n'en demeure pas moins un moment spécifique dans les rapports sociaux, où s'expriment de manière particulièrement aiguë les effets du capitalisme contemporain : précarité, dépendance économique, accès inégal à la formation, entrée contrainte dans le monde du travail. À ce titre, elle constitue un terrain décisif pour l'organisation de la lutte des classes.

Dès lors, la question posée n'est ni celle de la célébration abstraite de la jeunesse, ni celle de la remise en cause de toute organisation spécifique, mais celle de leur transformation. Comment le Parti communiste français et le Mouvement des jeunes communistes de France peuvent-ils répondre aux conditions concrètes d'existence des jeunes, renforcer leur politisation et les intégrer pleinement dans une stratégie de transformation sociale ?

C'est dans cet objectif que cette contribution entend s'inscrire : dépasser les oppositions apparentes, clarifier les enjeux et proposer des perspectives pour reconstruire une politique communiste ambitieuse en direction de la jeunesse.

1. Être jeune en France en 2026

Les données mobilisées dans cette partie sont issues de sources statistiques publiques, notamment de l'INJEP et d'études récentes sur les conditions de vie et d'insertion des jeunes en France.

Aborder la question de la jeunesse suppose d'abord de la définir concrètement. Dans le cadre de cette contribution, nous entendons par « jeunesse » une tranche d'âge allant approximativement de 15 à 30 ans. Ce cadrage correspond à une phase de transition vers l'âge adulte : une période marquée par la formation, l'accès à un logement autonome, le début de la parentalité, l'entrée dans la vie active et les premières formes d'engagement militant, notamment au sein du Mouvement des jeunes communistes de France.

En France, près de 12 millions de personnes ont entre 15 et 29 ans, soit environ 17,6 % de la population. Mais derrière cette réalité démographique se cache une diversité profonde de situations sociales.

Une première forme d'inégalité et de fracture au sein de la jeunesse concerne le rapport à l'école et à la formation. Si près de la moitié des 15-29 ans sont encore scolarisés, cette réalité recouvre des parcours très différenciés : poursuite d'études longues pour certains, orientation précoce vers des filières professionnelles pour d'autres, ou sortie rapide du système éducatif. En 2022, 7,6 % des 18-24 ans sont sortis précocement de l'école sans qualification. À l'inverse, l'accès à l'enseignement supérieur reste fortement déterminé socialement : 69 % des enfants de cadres accèdent à un diplôme supérieur long, contre seulement 22 % des enfants d'ouvriers.

Le monde du travail constitue une seconde ligne d'inégalité et de fracture majeure. L'entrée dans l'emploi est marquée par l'instabilité : seuls 35,3 % des 15-24 ans sont en emploi, et parmi ceux qui travaillent, une part importante occupe des contrats précaires ou à temps partiel. Plus de la moitié des 15-29 ans en emploi déclarent une forme d'insatisfaction liée à leurs conditions de travail. Le chômage touche particulièrement les jeunes, avec un taux de 17,2 % chez les 15-24 ans, tandis que 12 % des 15-29 ans ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en études.

À ces premières inégalités s'ajoute une autre fracture majeure : celle de la précarité matérielle. En 2021, 4,1 millions de jeunes de moins de 30 ans vivent sous le seuil de pauvreté. Cette situation se traduit concrètement par des privations : impossibilité de faire face à une dépense imprévue, difficultés à se loger, dépendance économique vis-à-vis de la famille.

Cependant, cette précarité ne touche pas l'ensemble de la jeunesse de manière uniforme. Tandis qu'une partie des jeunes est directement confrontée au précariat, d'autres en sont largement préservés du fait de leur position sociale. De la même manière, la dépendance vis-à-vis des parents ne se pose pas dans les mêmes termes pour tous : pour certains, elle constitue une contrainte subie, liée à l'absence de ressources propres, pouvant être source de tensions, voire de violences ; tandis que pour d'autres, elle prend la forme d'un soutien permettant de sécuriser leur trajectoire.

Pour une large partie des jeunes, le soutien financier, matériel ou logistique des parents devient un facteur déterminant dans la poursuite des études, l'accès au logement ou la stabilisation des parcours. Loin d'être neutre, ce soutien reproduit et accentue les inégalités sociales : il permet aux jeunes issus de familles appartenant aux classes supérieures et aux couches les plus stabilisées des classes moyennes de sécuriser leur trajectoire, tandis que les autres restent exposés à la précarité. Cette fracture retarde l'accès à l'autonomie : l'âge moyen de départ du domicile parental s'établit à 23 ans.

Ces inégalités sont également fortement marquées par des dimensions territoriales. Les conditions d'existence des jeunes varient selon qu'ils vivent en milieu rural, dans des petites villes, dans les grandes métropoles ou dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

En France, près d'un tiers des jeunes vivent en milieu rural, où l'accès à l'emploi, aux services publics et surtout aux lieux de formation, notamment d'enseignement supérieur, est souvent plus limité. La concentration des établissements de formation dans les grandes villes, associée à une répartition inégale des bassins d'emploi sur le territoire, marquée selon les cas par des taux de chômage élevés ou, à l'inverse, par la présence de secteurs offrant des emplois accessibles et correctement rémunérés, contraint fortement les trajectoires des jeunes et les modifie, en particulier pour ceux qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour se déplacer ou se loger.

À l'inverse, dans les grandes agglomérations, et notamment dans les QPV, les jeunes sont davantage confrontés à la précarité, aux discriminations et à des difficultés accrues d'accès à l'emploi et au logement. Ces inégalités territoriales ne sont pas secondaires : elles participent directement à la reproduction des inégalités sociales et conditionnent fortement les trajectoires individuelles.

À ces dimensions s'ajoutent des rapports de domination liés au racisme et aux discriminations. Une part importante des jeunes déclare avoir été confrontée à des traitements inégalitaires, notamment en raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe ou de leur orientation sexuelle. Ces discriminations ont un impact sur l'accès à l'emploi, au logement et à la formation, et touchent particulièrement les jeunes issus de l'immigration, vivant dans les quartiers populaires ou appartenant à la communauté LGBTI. Ces derniers subissent des formes spécifiques de stigmatisation et d'exclusion.

Ces inégalités s'expriment également dans le rapport aux institutions. Les contrôles policiers, les pratiques administratives ou certaines formes de violences institutionnelles contribuent à produire, chez une partie de la jeunesse, un rapport marqué par la méfiance, voire la défiance, à l'égard de l'État et de ses représentants. Cette expérience inégale des institutions renforce les divisions au sein de la jeunesse et pèse durablement sur les trajectoires ainsi que sur les formes d'engagement. Elle peut également engendrer des situations d'exclusion et de marginalisation, et se traduire par une abstention politique accrue, voire par des formes de dépolitisation liées au rejet des institutions.

À ces réalités s'ajoutent enfin des formes accrues d'isolement social et de dégradation de la santé mentale. Ces phénomènes ne touchent pas l'ensemble de la jeunesse de manière uniforme : ils sont traversés par de fortes inégalités sociales, et sont étroitement liés aux discriminations et aux rapports de domination décrits précédemment.

La précarité des conditions de vie, l'instabilité des parcours, la compétition scolaire et professionnelle, ainsi que l'affaiblissement des cadres collectifs d'organisation contribuent à fragiliser une partie importante de la jeunesse.

L'isolement, le sentiment d'insécurité sociale et les difficultés psychologiques ne peuvent être réduits à des problématiques individuelles : ils sont l'expression de conditions matérielles d'existence dégradées et d'un affaiblissement des solidarités collectives. Cette situation se manifeste notamment par une augmentation préoccupante des idées suicidaires et des passages à l'acte chez les jeunes, révélant une crise profonde qui dépasse largement la seule question sanitaire pour relever d'une crise sociale.

Mais ces réalités ne se distribuent pas de manière uniforme : il n'existe pas une jeunesse, mais plusieurs jeunesses, traversées par des inégalités profondes. Elles dessinent plusieurs grandes fractions sociales au sein de la jeunesse.

Ces distinctions ne reposent pas sur un travail sociologique, mais constituent des simplifications permettant de rendre lisibles des tendances générales.

Une première correspond aux **jeunes travailleurs en formation** (lycéens, étudiants, apprentis), eux-mêmes traversés par de fortes inégalités de classe selon les ressources familiales dont ils disposent. Les apprentis occupent à cet égard une position particulière, à la frontière entre formation et emploi. Une seconde regroupe les **jeunes travailleurs précaires** déjà insérés dans le salariat, souvent de manière instable, incluant également une partie des apprentis, marquée par des contrats instables, des bas salaires et une faible sécurité professionnelle. Une troisième concerne les **jeunes travailleurs privés d'emploi**, qu'il s'agisse du chômage, de l'inactivité ou du décrochage scolaire, et qui concentrent les effets les plus brutaux des inégalités sociales et de la domination de classe. Enfin, une dernière fraction correspond à ce que l'on désigne parfois comme une "**jeunesse dorée**", issue de la bourgeoisie (ou, dans certains cas, des couches les plus stabilisées des classes moyennes) et bénéficiant de conditions matérielles et culturelles favorables assurant sa reproduction dans les positions de pouvoir.

Ces différentes fractions sociales ne constituent pas des classes en elles-mêmes, mais expriment des positions différenciées au sein des rapports sociaux. Elles sont en outre traversées par des rapports de genre qui structurent profondément les trajectoires : les jeunes femmes sont davantage exposées à la précarité, aux emplois à temps partiel et aux violences.

La question de la parentalité illustre particulièrement ces inégalités et vient renforcer la dimension genrée des trajectoires de jeunesse. L'entrée dans la parentalité n'est ni uniforme ni neutre socialement : elle intervient plus précocement dans les classes populaires, tandis qu'elle est plus tardive dans les classes supérieures et les couches les plus stabilisées des classes moyennes, où la prolongation des études et la sécurisation des parcours permettent de différer cette étape. Ce décalage traduit des conditions matérielles d'existence profondément inégales. où la prolongation des études et la sécurisation des parcours permettent de différer cette étape. Ce décalage traduit des conditions matérielles d'existence profondément inégales. Pour les jeunes femmes en particulier, la parentalité constitue souvent un facteur supplémentaire de précarisation, en raison de la persistance d'une division sexuée du travail et de la charge qui pèse sur elles dans l'articulation entre formation, emploi et vie familiale.

Ainsi, la jeunesse ne constitue pas un bloc homogène, ni un concept matériel directement lié aux rapports de classe. Elle correspond avant tout à une période de vie, traversée par des conditions sociales, économiques et politiques différenciées. Il convient dès lors de parler de « jeunesses » au pluriel, afin de rendre compte de la diversité des trajectoires et des positions occupées par les jeunes au sein des rapports sociaux.

C'est précisément cette diversité et ces contradictions qui rendent nécessaire une réflexion spécifique sur la manière d'organiser politiquement ces jeunesses. C'est là que la question de l'outil devient centrale : celle du Parti communiste français et de son organisation de jeunesse, le Mouvement des jeunes communistes de France.

2. Organiser les jeunesses : enjeux et limites du PCF et du MJCF

Le constat dressé précédemment met en évidence une réalité essentielle : la jeunesse n'est pas un bloc homogène. Dès lors, la question qui se pose n'est pas de savoir s'il faut ou non organiser la jeunesse, mais comment le faire de manière efficace, en tenant compte de cette diversité.

Dans ce contexte, la question de l'organisation politique des jeunesses ne se pose pas dans le vide. D'autres forces cherchent également à capter, structurer et orienter les aspirations d'une partie des jeunes. L'extrême droite, en particulier, connaît une progression significative dans certaines fractions de la jeunesse. Lors des dernières échéances électorales, une part importante des jeunes électeurs, notamment parmi ceux insérés précocement dans le monde du travail, souvent en situation de précarité ou de faible qualification, s'est tournée vers ses candidats.

Cette progression s'explique en partie par les conditions matérielles d'existence décrites précédemment : précarité, déclassement, isolement social et sentiment d'abandon. Ces jeunes, confrontés directement et rapidement aux contraintes du marché du travail, peuvent développer un rapport immédiat aux frustrations sociales, sans toujours disposer des cadres collectifs ou des outils politiques permettant de les analyser.

Elle s'appuie également sur des dimensions idéologiques spécifiques, notamment le racisme, mais aussi le sexisme. L'extrême droite mobilise en particulier une partie des jeunes hommes confrontés à des formes d'isolement social et de déclassement, en réactivant des représentations virilistes, en diffusant des discours antiféministes et en désignant des boucs émissaires, en particulier les étrangers, les pauvres et les personnes LGBTI. Ces mécanismes contribuent à détourner des frustrations sociales vers des logiques de domination et de rejet de l'autre.

Dans le même temps, les expériences de discriminations, de violences institutionnelles et d'exclusion peuvent, chez certains jeunes, nourrir un rejet global des institutions, se traduisant par de l'abstention ou des formes de dépolitisation, laissant ainsi le terrain libre à ces discours réactionnaires

C'est dans cette tension entre nécessité d'organiser les jeunesses et concurrence d'autres forces politiques, que doit se situer l'action du Parti communiste français et du Mouvement des Jeunes Communistes de France.

L'existence d'une organisation de jeunesse conserve une pertinence stratégique. Non pas parce que la jeunesse constituerait une classe en soi, mais parce qu'elle correspond à un moment spécifique de formation politique, de socialisation militante et d'entrée dans les luttes. Le MJCF joue à ce titre un rôle essentiel : il permet de structurer l'engagement, de former des militants, de créer des cadres collectifs et d'ancrer le Parti dans des milieux où il est parfois affaibli, notamment parmi les lycéens, les étudiants, les apprentis et les jeunes travailleurs.

Néanmoins, on ne peut ignorer les critiques adressées au MJCF, qui traverse depuis 2019 une période marquée par des crises internes et des scissions successives. Ces difficultés ne relèvent pas seulement de problèmes passagers, mais posent la question de son fonctionnement, de sa capacité à développer des pratiques militantes concrètes dans les différents milieux sociaux et à répondre aux réalités contemporaines des différentes fractions sociales de la jeunesse.

Tout d'abord, une critique récurrente porte sur le fonctionnement en entre-soi et sur les formes de sociabilité interne du MJCF. Trop souvent, il peut apparaître comme un espace relativement fermé, où les liens affinitaires prennent le pas sur l'élargissement et l'intégration de nouveaux militants. Cette tendance limite la capacité du mouvement à accueillir durablement des jeunes issus des milieux populaires ou éloignés des codes, des habitus et du vocabulaire militants. Elle tend ainsi à restreindre son implantation dans certains milieux sociaux, notamment parmi les jeunes travailleurs, les apprentis ou les jeunes en situation de précarité.

Les conséquences sont une forme d'homogénéisation sociale et politique des profils militants, voire, dans certains cas, la constitution de petits cercles d'entre-soi relativement fermés. Ces dynamiques ne sont pas neutres du point de vue du genre : elles peuvent contribuer à reproduire des espaces militants masculinisés, où les femmes trouvent plus difficilement leur place ou leur légitimité. La question de la féminisation de l'organisation et de la prise en compte des inégalités de genre dans les pratiques militantes se pose donc de manière concrète.

Il convient toutefois de souligner que ces problématiques ne sont pas propres au MJCF. Elles traversent également le Parti communiste français ainsi que de nombreuses organisations politiques et syndicales. C'est précisément pour cette raison qu'elles doivent être abordées de manière lucide et collective.

À cela s'ajoute une représentation implicite de la jeunesse militante qui mérite d'être interrogée. Il existe parfois l'idée que les jeunes militants du MJCF constitueraient, par leur engagement, une forme de relève naturelle, presque « pure », appelée à renouveler mécaniquement le Parti une fois passée la trentaine. Cette vision tend à idéaliser la jeunesse militante et à en faire un vecteur automatique de renouveau, indépendamment des conditions concrètes de formation, d'organisation et de politisation.

Or, l'engagement militant ne se construit ni par l'âge, ni par une supposée dynamique générationnelle : on ne naît pas communiste, on le devient. Sans un travail politique exigeant, sans développement de pratiques militantes concrètes et sans confrontation aux contradictions du monde social, cette lecture risque de produire des illusions sur la capacité du renouvellement militant à se faire de manière spontanée.

Par ailleurs, il serait tout aussi erroné de considérer que ce renouvellement pourrait se faire en rupture avec l'expérience militante accumulée au sein du Parti communiste français, notamment par ses militants les plus anciens. Se priver de cette expérience, de ces savoir-faire et de cette mémoire des luttes serait une erreur stratégique, tant ils constituent des ressources précieuses pour affronter les situations concrètes auxquelles le mouvement est confronté. La construction d'une organisation communiste efficace ne peut se faire que dans l'articulation entre renouvellement et transmission.

Pour autant, ces critiques ne doivent pas faire perdre de vue une dimension essentielle du MJCF : son rôle d'école de formation militante communiste. L'organisation constitue, pour de nombreux jeunes, un premier espace d'apprentissage politique, où se construisent des pratiques militantes, des outils d'analyse et une compréhension collective des enjeux sociaux. Cet aspect est central pour le renouvellement du Parti et la formation de futurs cadres capables d'intervenir dans les luttes.

Cependant, cette fonction de formation ne peut être considérée comme acquise ou automatique. Elle suppose un travail politique exigeant, structuré et ancré dans le réel. Former des militants ne consiste pas seulement à transmettre des savoirs ou des références, mais à permettre l'appropriation de pratiques concrètes, à confronter les militants aux luttes sociales et à développer leur capacité

d'analyse critique. À cet égard, il convient de se démarquer des logiques dominantes sur les réseaux sociaux, où la diffusion des idées passe souvent par des formats courts, personnalisés et simplifiés, portés par des figures individuelles. Si ces espaces peuvent contribuer à diffuser certaines idées et à toucher de nouveaux publics, ils participent également à une forme de divertissement politique et à une marchandisation du discours, où la recherche d'audience peut primer sur la rigueur de l'analyse. Le rôle croissant des influenceurs s'inscrit dans cette dynamique : s'ils peuvent constituer des relais utiles, ils tendent aussi à personnaliser et à simplifier les positions politiques, au détriment d'un travail collectif structuré.

Il convient également d'être attentif aux effets de la sociabilité militante sur la formation politique. Il existe un risque que certains jeunes camarades se contentent de reprendre le vocabulaire militant par conformisme ou par volonté d'être acceptés dans le groupe, sans en maîtriser pleinement le sens. Or, une formation communiste exige au contraire une appropriation critique des concepts, qu'ils soient issus de la tradition du mouvement ou des débats contemporains. Cela suppose notamment de réaffirmer l'importance de la lecture, de l'étude et du travail théorique, non comme des exercices formels, mais comme des outils indispensables pour comprendre le réel et intervenir efficacement dans les luttes.

Enfin, une autre limite tient à une perception parfois réductrice du Parti communiste français par certains jeunes militants. Il arrive que le PCF soit principalement appréhendé à travers ses échéances électorales et ses prises de position institutionnelles, au détriment de son rôle d'organisation politique ancrée dans les luttes sociales. Cette lecture tend à invisibiliser des enjeux de fond pourtant essentiels, tels que la défense des services publics, l'amélioration des conditions matérielles d'existence ou les combats menés dans les lieux de vie, d'étude et de travail. Réduire le Parti à sa dimension électorale revient ainsi à affaiblir sa portée politique et à limiter la compréhension de ce que doit être une organisation communiste : un outil de transformation sociale inscrit dans le réel.

Les constats et critiques formulés précédemment ne prennent leur sens que s'ils débouchent sur des perspectives concrètes de transformation. L'enjeu n'est pas de remettre en cause l'existence du MJCF, mais de le renforcer en l'adaptant aux réalités sociales et politiques contemporaines.

Une première exigence est celle de l'ouverture et du développement de pratiques militantes concrètes dans les lieux de vie, d'étude et de travail. Le MJCF doit renforcer sa capacité à accueillir des jeunes issus de milieux populaires et à intervenir durablement dans les différents espaces sociaux : lycées, universités, centres de formation, quartiers. Cela suppose de dépasser les logiques d'entre-soi et de développer des pratiques militantes tournées vers l'extérieur, en lien avec les mobilisations sociales, les syndicats et les associations.

La question de la formation militante demeure centrale. Le MJCF doit pleinement assumer son rôle d'école de formation communiste, en développant des espaces de formation exigeants, articulant pratique militante et travail théorique. Cela implique de réaffirmer l'importance de la lecture, de l'étude et de l'appropriation critique des concepts, afin d'éviter toute reproduction mécanique du vocabulaire militant et de favoriser une compréhension réelle des enjeux politiques.

Le lien entre le MJCF et le Parti communiste français doit également être renforcé et clarifié. Il s'agit de concilier l'autonomie de l'organisation de jeunesse avec une coopération étroite et structurée. Cette coopération doit se traduire concrètement par des échanges réguliers, des campagnes communes, une mutualisation des moyens et une présence réciproque dans les initiatives. Elle doit également permettre un soutien matériel, financier et logistique du Parti au MJCF, condition nécessaire à son développement.

Au-delà de ces aspects, le lien du MJCF avec le Parti est indispensable pour donner un débouché politique aux mobilisations portées par les jeunes. Sans articulation avec une organisation politique structurée, les luttes risquent de rester limitées à des expressions ponctuelles, sans capacité à s'inscrire dans une stratégie de transformation sociale. À ce titre, le travail parlementaire constitue un levier concret : des revendications portées par le MJCF, comme celle d'un revenu universel étudiant, trouvent une traduction institutionnelle à travers l'action des parlementaires communistes. Une proposition de loi en ce sens a notamment été portée par la députée Soumya Bourouaha, illustrant la capacité du Parti à prolonger politiquement les luttes de la jeunesse.

Cette articulation doit s'organiser à tous les niveaux : localement, entre sections et organisations de jeunesse, en lien avec les unions de ville ; au niveau fédéral, entre les structures du MJCF, leur suivi national et les fédérations du PCF. L'objectif est de construire une véritable complémentarité politique et organisationnelle.

Cette transformation suppose également une attention particulière portée aux conditions concrètes d'engagement militant. Cela implique de lutter contre les logiques d'entre-soi, de favoriser la féminisation des organisations et de prendre en compte les inégalités de genre dans les pratiques militantes. Cela suppose également de garantir un cadre sûr et protecteur pour les militants.

À ce titre, la gestion des situations complexes (tensions internes, conflits, comportements violents, violences sexistes et sexuelles...) doit être assumée collectivement. Les militants doivent être formés à ces enjeux, informés des procédures existantes (ex : dispositif « stop violences »), et celles-ci doivent être effectivement appliquées. Aucun cas ne doit être minimisé ni dissimulé. La crédibilité de nos organisations repose sur leur capacité à agir avec rigueur, transparence et responsabilité.

Renforcer l'organisation des jeunes, c'est donc à la fois transformer ses pratiques internes, approfondir sa formation politique et consolider son articulation avec le Parti. C'est à cette condition que le MJCF et le PCF pourront pleinement jouer leur rôle dans la construction d'un mouvement communiste capable de répondre aux différentes aspirations et aux conditions matérielles d'existence des différentes fractions de la jeunesse française, et de lui redonner la capacité de se projeter, de lutter et de faire rêver à des lendemains qui chantent.

Benjamin Vanreenterghem